

FRONT DE GAUCHE

Européennes

Après la consultation interne des communistes, la campagne est lancée. Le point de vue de 3 candidats de la liste du Front de Gauche pour la circonscription Ouest conduite par Jacques Généreux (PG). p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 869

9 avril 2009

prix : 0,70 €

FRONT DE GAUCHE



CHANGER

EN FRANCE ET EN EUROPE PCF



EN CAMPAGNE Avec le Front de Gauche

Salaires patronaux

Le gouvernement met en place un décret sur les rémunérations patronales. Un moyen d'éviter le débat sur l'augmentation des salaires

P 2

Fête des Nouvelles

La préparation de l'édition 2009 de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique suit son cours : 2 jours de spectacles, de débat et un grand meeting en préparation.

P 3

Goss

Après le limogeage du patron, le groupe Goss, qui a distribué 50 millions d'euros à ses actionnaires en 5 ans veut démanteler le site nantais

P 5

Forum mondial de l'eau

Raymond LANNUZEL, Vice-président de Nantes Métropole délégué à l'eau était présent au 5ème Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé à Istanbul du 16 au 22 mars dernier. NLA l'a rencontré à son retour.



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

La réalité en face

80 000 chômeurs en plus le mois dernier selon les sources officielles, une augmentation de 19% sur un an... Triste bilan gouvernemental. Pour le comité de défense de la statistique publique, ce ne sont pas 2 384 800 demandeurs d'emploi que notre pays compte mais 3 604 700. A force de triturer les chiffres, les annonces s'éloignent des tristes réalités.

Ca gaze...

Enfin une bonne nouvelle dans ce monde de brutes : Le prix du gaz va baisser de 11% au 1er avril. Rappelons tout de même que son prix est en théorie fonction des évolutions des cours du pétrole, qui lui avait baissé depuis de nombreux mois. **Que voulez-vous, il faut bien nourrir les appétits de GDF-Suez qui, il faut le rappeler, a fait quelques 6,5 milliards de bénéfices l'année passée.**



Cible identifiée...

Quand le gouvernement déclare ne pas vouloir augmenter le SMIC ou le minimum retraite, il fait un choix en pénalisant des millions de français qui subissent directement la crise. **Quand ce même gouvernement décide « d'encadrer » les rémunérations des grands patrons, il fait aussi un choix, celui de viser une petite dizaine de nantis. C'est ça une position de classe...**

Sarkozy choqué...

Notre Président est choqué par le système de rémunération des traders... mais pas par celui des présidents de banques... « L'intérêt a-t-il déclaré c'est d'avoir les meilleurs managers. S'ils gèrent bien leur entreprise, il est normal qu'ils gagnent de l'argent, et même beaucoup d'argent... ». **Après de telles révélations, qui peut encore s'illusionner sur l'impact des mesures prises... ?**

Coup de froid

Nouvelle preuve d'ouverture de Sarkozy à l'égard de « personnalités » du Parti Socialiste ou tout simplement mise au frigo ! Chacun de nous peut avoir « sa » réponse mais une chose est sûre Michel Rocard est dorénavant ambassadeur de la France en Arctique et Antarctique. **« L'antarctique c'est facile à déclaré le nouveau promu, pas un électeur rien que des manchots » Au moins là il ne prendra pas une veste même si elle lui serait utile.**

Point de vue

par Aymeric SEASSAU

Réuni il y a quelques semaines, le premier G20 provoqué par la crise avait accouché d'une souris. **Le 2 Avril, à Londres, berceau du capitalisme, les 20 pays les plus puissants du monde se sont à nouveau réunis avec un seul objectif : sauver le vieil ordre économique, celui la même qui vient de plonger la planète entière dans la plus violente crise économique et sociale de l'époque contemporaine. Alors que des millions de familles supplémentaires sont acculées à la pauvreté et que les destructions d'emplois se comptent par dizaine de milliers dans tous les pays, rien n'a été mis en œuvre pour réguler l'appétit de l'ogre capitaliste.** Le dollar conserve sa prérogative de monnaie de référence mondiale, le FMI voit ses fonds augmenter substantiellement et une liste de paradis fiscaux dérisoire a été publiée. L'hégémonie du capital Etats-Unien sur l'économie mondiale, les critères socialement destructeurs de l'attribution des prêts par le FMI et les facilités faites par de nombreux pays pour établir des sociétés écran ou autoriser l'évasion fiscale comptent parmi les 3 raisons principales de l'actuelle crise internationale. **Les travaux du G20 valident les choix stratégiques des grands groupes capitalistes qui comme Total, licencient après avoir battu des records de profits et admettent en toute impunité disposer de comptes dans des paradis fiscaux aujourd'hui ignorés par la liste noire issue de la réunion.** Le pouvoir de droite reste tout entier consacré à son étroite collaboration avec les puissances d'argent. Les 3 millions de manifestants du 19 Mars, soutenus par 4 français sur 5 ont pour-

Le pouvoir de droite reste tout entier consacré à son étroite collaboration avec les puissances d'argent.

tant témoigné de leur lucidité et de leur détermination à changer de logique. Ce changement passe par l'Europe à l'heure où les chefs d'Etats européens célèbrent à Strasbourg le 60ème anniversaire de l'OTAN, hier acteur de la guerre froide et aujourd'hui devenu le bras armé du nouvel ordre mondial. Alors oui, il y a urgence à bousculer l'actuelle construction européenne pour faire gagner les exigences sociales et les valeurs de paix et de solidarités. C'est l'objectif que se sont fixés les communistes en prenant l'initiative de ras-



sembler à gauche dans un Front de Gauche pour changer l'Europe. Mais l'extrême gauche a de nouveau fait le choix de la division en faisant cavalier seul et la social démocratie persiste dans son soutien aux institutions européennes actuelles. **Le Front de Gauche constitue donc**

la seule offre politique qui rassemble à gauche sur des objectifs de transformation sociale à l'échelle européenne. Les communistes y sont pleinement investis, avec le parti de gauche et la gauche unitaire, pour renforcer le groupe Gauche Unie Européenne au parlement européen et permettre à celles et ceux qui le souhaitent de sanctionner clairement le gouvernement Sarkozy/Fillon mais aussi les politiques libérales européennes.

Le chiffon rouge

Moraliser, réguler le système capitaliste : le chef de l'Etat multiplie les gesticulations et autres déclarations à l'emporte pièce alors même que la crise financière frappe en premier lieu les salariés. On ne compte plus les heures de chômage technique, de fermeture d'entreprises, de licenciements alors même qu'il ne se passe pas un jour sans que les dirigeants des grands groupes accumulent les profits financiers. Comme par hasard, des responsables du MEDEF aux représentants de l'Etat, le discours tend à laisser penser que l'on va mettre de l'ordre : « finis les bonus et autres parachutes dorés du gotha du CAC 40 » ! **Il n'est pas jusqu'au G 20 qui affiche la volonté de réguler le système**

financier international. Mais de qui se moque-t-on ? Le gouvernement s'est opposé à toutes les propositions des parlementaires communistes y compris pour mettre enfin un terme aux scandales des rémunérations insensées. De fait la droite se livre depuis des mois à une attaque en règle de tout notre système de solidarité au nom de la compétitivité, de la rentabilité. La droite et le patronat soumettent la France au traitement de choc de la rentabilité immédiate. Ils s'attèlent à démanteler les systèmes sociaux de solidarité et à mettre les services publics et l'Etat en couple réglée au nom du tout-financier.

Avec acharnement, le chef de l'Etat entend «garder le cap des réformes» dans un contexte qui a bien évolué et qui en dit long sur cette visée politique comme sur l'ampleur

de la crise en cours. Or l'ampleur de la crise fait se fissurer les digues de l'acceptation du capitalisme. Ces craquements se font entendre jusqu'au sein de la droite, pour partie écho de la profonde colère sociale, pour partie retour d'un débat étouffé sur la manière de « sauver le système ». Il s'agit pour les tenants du pouvoir de ne surtout pas se hâter à toucher à la manière dont sont gérées les grandes entreprises. Cela ouvrirait sans doute la boîte de Pandore ! Comme l'a déclaré le ministre Darcos : « il faut éviter d'entrer dans les logiques d'économies totalitaires ou d'économies communistes où on encadrerait de manière systématique les entreprises ». **Ce dont souffre la France et que pourtant y compris une par-**

FAUT-IL RÉFORMER LE CAPITALISME ?



tie de la gauche se refuse d'entendre, c'est bien du système capitaliste en crise. Une autre orientation est possible s'attaquant aux profits financiers, à leur contrôle public, aux droits des salariés sur la gestion du fruit de leur travail, pour augmenter les salaires, le pouvoir d'achat, sécuriser des millions de salariés dans leur travail. C'est de ce « chiffon rouge » là que la droite a peur !

De vous à moi...

Serions-nous revenu aux temps des utopistes ?... Non, nous plongeons plutôt dans l'époque où Guignol régnait en maître avec ses multiples farces et histoires. C'est un peu comme cela que l'on vit les « minis croisades » de notre Président à propos de la « moralisation du capitalisme ». Quel programme, quelle ambition de façade que de vouloir donner au capitalisme une moralité, une âme, lui, qui de toute son histoire n'a cessé de casser les hommes, de les exploiter, de s'enrichir sur leurs dos.

Une nouvelle fois notre « baveux de Président » tente par la parole de faire croire aux français qu'il serait le sauveur, celui qui corrige les maux, apaise les excès et les fièvres, en un mot presque « le Dieu » au dessus de la mêlée, le docteur miracle. Mais il ne s'agit d'une nouvelle fois que de paroles, celles de l'avocat devenu Président, paroles vite démenties par les actes au regard du décret paru concernant les rémunérations des grands patrons. C'est en effet un service minimum maximum, et de surcroît à durée déterminée qui nous est annoncé. Nous sommes loin de la remise en cause de l'immoralité du capitalisme et de ceux qui en sont à la tête comme nous le « blablate » notre Président. Les rémunérations, bonus et retraites et autres avantages des grands patrons ont encore de beaux jours devant eux si l'on ne met pas le coup de pied nécessaire dans la fourmillière. Y.C.

...en Loire Atlantique.

**VITE LU
VITE DIT**

Soirée festive autour de la fête des Nouvelles

Le vendredi 24 Avril, la préparation de la fête des Nouvelles franchira une nouvelle étape. A partir de 19H00, l'équipe d'organisation de la fête propose de se retrouver à Saint-Nazaire pour une soirée conviviale et festive, autour d'un verre et de grillades. **Ce sera l'occasion de présenter le programme complet de la fête et de faire le point sur la campagne de diffusion de la vignette. Plusieurs lots seront remis aux équipes militantes qui auront vendu le plus de vignettes.**

Les gaziers et électriciens dans l'action unitaire

Les 5 fédérations des industries électriques et gazières (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO) appellent le 9 Avril à une journée nationale coordonnée de mobilisation avec manifestation et arrêt de travail. Pour la Loire-Atlantique, les différents sites du département convergeront à Nantes à 11H00 sur le cours des 50 otages. Les organisations syndicales exigent la réouverture des négociations de branche. **Il s'agit notamment de gagner sur des revendications en matière salariales après les 10 Milliards de bénéfices annoncés par les groupes EDF et GDF/Suez.**

Fêtes des nouvelles 2009, c'est parti !



avec l'expression de salariés en lutte du département. Un débat sur le thème « Face à la crise, quelle relance sociale » suivra en présence d'Yves Dimicoli, économiste et dirigeant communiste.

La 1ère journée de fête se poursuivra avec une soirée « Rock'n'Freedom » de défense des libertés citoyennes et syndicales aujourd'hui menacées en France comme dans la région nazairienne.

Le groupe The Elderberries (<http://www.myspace.com/theelderberries>) conclura la soirée avec l'énergie de ce groupe anglo-canado-français qui vient de sortir un deuxième album remarqué.

Après une édition 2007 gâchée par la tempête, la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique a repris des couleurs en 2008. Avec une soirée concert réussie le samedi soir qui a rassemblé plusieurs centaines de jeunes, mais aussi avec des débats et un meeting d'André Chassaigne apprécié, la fête semble avoir repris son rythme de croisière sous le soleil du parc paysager de Saint-Nazaire.

En 2009, il fallait donc frapper fort. C'est l'ambition que s'est donnée la fédération de Loire-Atlantique du PCF pour réussir à nouveau, les 30 et 31 Mai 2009, la plus grande fête rebelle populaire et politique du département.

A nouveau, la fête s'ouvrira dès le samedi après midi

Dimanche, élections européennes obligent, la jour-



née de débat s'ouvrira avec une rencontre avec les candidates et candidats du Front de Gauche pour la circonscription Ouest.

Après un déjeuner où le choix ne manquera pas puisque de nombreux stands annoncent leur arrivée sur la fête avec des spécialités culinaires nouvelles, l'après midi résonnera des couleurs de l'Amérique Latine avec un débat réunissant Cathy Ceibe, journaliste internationale à l'Humanité, Leyde Rodriguez, conseiller politique à l'ambassade de la République de Cuba en France, un membre de la commission International du Mouvement des Jeunes Communistes et un universitaire spécialiste de l'Amérique Latine pour une table ronde « 50 ans après la Révolution Cubaine, L'Amérique Latine aujourd'hui. ».

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti Communiste Français sera présente, après sa participation en 2005 pour un grand meeting aux côtés de Jacques Généreux, tête de liste du



Front de Gauche pour les élections européennes dans la circonscription Ouest. D'autres intervenants nationaux, des partis participant au Front de Gauche sont également annoncés. Enfin, la fête se conclura avec un concert du chanteur Idir pour un spectacle chaleureux à l'image de son dernier album « la France des couleurs ».

Une fête rebelle, fraternelle et ambitieuse où de nombreuses surprises attendront les participants.



L'Écho des Européennes



La campagne des européennes vient de prendre un nouveau tour après la validation des listes par les différents partenaires (Pcf, Pg, Gauche Unitaire), et donc par les communistes eux-mêmes. Adoptées à une large majorité, ces listes vont maintenant se mettre au service des initiatives locales ou nationales qui s'organisent çà et là. Des listes qui seront menées dans trois circonscriptions par des communistes : en Ile-de-France par Patrick Le Hyaric, dans le Nord-ouest par Jacky Hénin, député sortant, et par Marie-France Beaufile dans celle du Centre. La liste de la circonscription Sud-est sera menée par une personnalité d'ouverture, militante des droits de l'homme. Trois autres listes seront menées par des militants du Parti de Gauche : Jean-Luc Mélenchon dans le Sud-ouest,

Hélène Franco dans l'Est, et enfin Jacques Généreux pour la circonscription Ouest.

Dans la circonscription Ouest donc (comprenant les régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes), la liste comprend 7

membres du Pcf, 7 du Parti de Gauche, 1 membre de la gauche unitaire et 3 personnalités d'ouverture. C'est d'ailleurs une de ces personnalités, Odile Coquerre, syndicaliste chez Thomson, en deuxième position sur la liste. Suivent Gérard Lahellec, vice-président du conseil régional de Bretagne, en troisième position et qui sera donc le chef de file des communistes, Annick Monnot, membre de la Gauche Unitaire en quatrième position, et Gilles Bontemps en cinquième position. Une liste composée de personnalités reconnues pour leur engagement politique, syndical ou citoyen, et qui va maintenant porter pendant les huit semaines nous séparant du scrutin, la démarche et les propositions du Front de Gauche.

Marie-George Buffet soumet dix propositions pour changer concrètement d'Europe

1- En finir avec le dumping social et fiscal en créant un salaire minimum européen égal à 60% du salaire moyen de chaque pays (1600 € par mois en France) et relever partout en Europe les taux d'impôts sur les sociétés.

2- Donner aux pouvoirs publics et aux salariés de nouveaux droits dans la gestion des entreprises pour enclencher par exemple la réindustrialisation de notre pays !

3- Soumettre l'utilisation des capitaux aux décisions des peuples en nationalisant tout de suite les banques, pour créer un pôle financier public et en obligeant la BCE à soutenir l'emploi et l'investissement par une politique d'abaissement sélectif des taux d'intérêt.

4- Donner à chaque collectivité élue en Europe, locale ou étatique, le pouvoir de s'affranchir des règles de concurrence sur son territoire pour organiser un service public !

5- Soutenir notre agricul-

ture et notre souveraineté alimentaire en faisant de la PAC un instrument de soutien des prix agricoles et de rémunération du travail paysan dans le plein respect de l'environnement.

6- Lancer un plan climat permettant de réduire d'ici 2025 de 25% les émissions de gaz à effet de serre, de 50% d'ici 2050.

7- Libérer l'Europe de la tutelle militaire américaine en sortant de l'OTAN.

8- Décider d'une « clause de l'Européenne la plus favorisée » permettant de généraliser dans chacun des 27 pays les droits acquis par les femmes dans un pays de l'Union.

9- Entrer dans la société du savoir en ouvrant l'accès des connaissances et en doublant notamment le budget de l'université et de la recherche !

10- En finir avec l'Europe forteresse et régulariser tous les « sans-papiers ».

Le dossier.

En avant pour une autre Europe !

Le Front de Gauche se met en campagne contre les politiques libérales.



A maintenant deux mois du scrutin, la campagne du Front de Gauche entre dans sa phase active. Lancé par un appel du Pcf en octobre à la constitution d'un « front progressiste européen » dans le contexte d'une crise exacerbée par les politiques libérales européennes, le **Front de Gauche se veut être le creuset de la résistance aux politiques libérales européennes, mais aussi de la construction de politiques alternatives.** Il s'appuie en cela sur le travail du groupe GUE / NGL présidé par Francis Wurtz qui a, lors du

dernier mandat notamment, éclairé le contenu du traité constitutionnel européen rejeté en France et aux Pays-Bas en 2005, ou lancer la bataille qui a abouti au rejet de la directive portuaire. Un rassemblement qui veut donc combiner radicalité quant à la critique du rôle des politiques libérales dans la crise que nous traversons, mais aussi responsabilité avec la volonté de construire une réelle majorité de gauche au Parlement européen. Deux exigences identitaires à ce rassemblement qui ont été discutées avec d'autres forces poli-

tiques comme les Alternatifs, le Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) ou le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Des organisations qui ont choisi soit de partir seules

et de jouer une carte personnelle voire «people», comme pour le NPA, soit de ne pas participer aux élections européennes, tels le MRC et les Alternatifs. Un Front de Gauche qui se compose donc aujourd'hui du Pcf, du Parti de Gauche, de membres du NPA réunis sous la bannière de la Gauche Unitaire, et de militants politiques, syndicaux, associatifs ou culturels. Si le rassemblement n'est pas aussi large qu'espéré, ses participants ont la volonté de montrer

que cette construction commune est porteuse d'une dynamique qui peut dépasser le cadre même de ce rassemblement. Cette dynamique semble déjà

trouver un écho favorable dans la population comme l'ont prouvé tant le meeting de lancement de campagne au Zénith de Paris qui a réuni plus de 6.000 personnes que les premières initiatives en Loire-Atlantique où plusieurs dizaines de personnes ont déjà décidé de soutenir le Front de Gauche. Un écho à démultiplier à l'heure où le scepticisme envers le pouvoir s'accroît et où de plus en plus se propage dans la population l'idée que des solutions nouvelles sont à inventer face à la crise.

Cette construction commune est porteuse d'une dynamique qui peut dépasser le cadre même de ce rassemblement

Le Front de Gauche en quelques dates

24 octobre : le conseil national du Pcf lance un appel pour un « front progressiste européen »

7 novembre : Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez annoncent leur départ du Ps et appellent à la formation d'un front des forces de gauche pour les européennes

11-14 décembre : le congrès national du Pcf confirme sa stratégie pour les élections européennes

21 janvier : Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon appellent à élargir le Front de Gauche, auquel le PCF et le PG ont décidé de participer

7 mars : le NPA décide de ne pas rejoindre le Front de Gauche

8 mars :
- plus de 6.000 personnes au Zénith de Paris pour le lancement de la campagne du Front de Gauche

- Christian Picquet et des militants du NPA rejoignent le Front de Gauche sous la bannière Gauche Unitaire

22 mars :
- le MRC décide de ne pas participer aux élections européennes
- les Alternatifs décident de ne pas rejoindre le Front de Gauche

27-28 mars : les communistes valident à une très large majorité la liste du Front de Gauche

Jacques Généreux, économiste tête de liste du Front de Gauche dans la grande région Ouest



Pourquoi t'es tu engagé dans le parti de Gauche ?

Je suis un pro-européen convaincu. C'est pourquoi je combats inlassablement le dévoiement du beau projet de coopération entre les peuples européens en guerre économique brutale. En livrant les peuples à

une concurrence féroce entre eux et avec le reste du monde, tout en privant les États des moyens de défendre leurs emplois, l'Union oblige ces derniers à chercher la compétitivité à tout prix en abaissant les salaires, les impôts et la protection sociale et en négligeant l'urgence écologique. **Pour renouer avec le progrès, il faut changer d'Europe.** Mais pour

Notre ennemi c'est la droite qui abolit le progrès social

cela, il faut aussi changer la gauche, car depuis vingt ans les partis socialistes et sociaux démocrates ont accompagné ou favorisé l'Europe de la libre concurrence. **Seul le front uni de toutes les forces de gauche résolues à combattre la folie hyperlibérale offre un débouché politique aux Français** qui veulent des parlementaires au service de leur aspiration

à une France et une Europe de la solidarité. **Quels sont les objectifs du Front de Gauche dans le grand ouest ?**

Notre objectif est le même pour toutes les régions. Un : la gauche en tête. Deux : Le Front de Gauche en tête de la gauche. Notre ennemi c'est la droite qui abolit le progrès social. Mais pour la battre durablement, le nouvel axe de la gauche doit se constituer autour de toutes les forces qui continuent la bataille pour la renégociation d'un nouveau traité européen et contre toutes les directives libérales, qui refusent l'alliance avec le PSE (qui cogère le Parlement européen avec la droite). **Un succès du Front de Gauche dans l'Ouest est à notre portée** : d'ores et déjà, dans tous les départements de l'Ouest, le Front est rejoint par des écologistes de gauche, des altermondialistes, des collectifs antilibéraux, bref, il est sur le chemin d'un « front populaire » pour le progrès social dans un écosystème préservé.

Ils ont dit :

Odile Coquereau, Syndicaliste chez Thomson et seconde de liste

Je travaille à Thomson Angers depuis 33 ans, dès l'âge de 22 ans, je me suis rendu compte que ma participation à la construction de l'action collective était indispensable. Cela m'a amené à m'engager à la CGT dans mon entreprise où j'ai pris des responsabilités syndicales. **Parmi toutes les actions des salariés pour la défense de l'emploi, une m'a marquée : c'est le fameux jour où Mr Juppé en 1996 (1er ministre de l'époque) avait décidé de vendre Thomson pour un franc symbolique.** La lutte de grande ampleur a permis

de faire capoter ce projet, cela prouve que jamais rien n'est perdu ! Sans cette mobilisation dépassant très largement les seuls salariés de l'entreprise, Thomson aurait été bradée et nous aurions tous perdu notre emploi. **Aussi, ma candidature aux prochaines élections est une continuité de mon engagement syndical**, considérant que le débat au niveau européen est essentiel aujourd'hui, surtout lorsque l'on sait que partout les salariés sont mis en concurrence pour mieux faire accepter les régressions sociales.

Une continuité dans l'action pour plus de justice sociale.

Gilles Bontemps, Candidat de la Loire-Atlantique, 5ème de la liste



Les politiques libérales mises en œuvre par l'Union Européenne ont des conséquences néfastes pour les populations. Sa politique industrielle consiste uniquement à soutenir la rentabilité des grands groupes, contre le développement de l'emploi, les salaires et les conditions de travail. L'application de ces politiques à la filière maritime ou au transport ferro-

viaire le démontre, avec un dynamitage des entreprises publiques et le transfert à des opérateurs privés. Tout cela au détriment des services rendus mais aussi une hausse des tarifs pour les usagers, que ce soient des entreprises ou des particuliers. **Nous nous battons pour envoyer au Parlement européen des élus qui résisteront à ces politiques**, comme par exemple la mise en échec de la directive Ports-et-docks à l'initiative du groupe GUE-NGL, mais aussi qui proposeront des politiques utiles aux populations et non à la finance.

des politiques utiles aux populations et non à la finance

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Procès en appel pour le Queen Mary

Le 15 novembre 2003, alors que le public visite le Queen Mary II, la passerelle qui relie le paquebot au quai s'effondre faisant 16 morts et 29 blessés. En premier instance, les Chantiers de l'Atlantique et l'entreprise Endel qui a installé la passerelle ont été reconnus coupables en tant que personnes morales mais les huit prévenus ont été relaxés. Le procès en appel se déroule, en ce moment, devant la Cour de Rennes. Les deux entreprises, en tant que personnes morales, devraient être de nouveau condamnées. Qu'en sera-t-il de leurs directions ?

100 millions de repas pour les restos du cœur

La 24ème campagne hivernale des Restos du cœur vient de s'achever. L'association qui tire un premier bilan décrit une « situation sans précédent ». Cette année, dans ses 2000 centres de distribution, elle a accueilli 90 000 personnes supplémentaires (sur les 800 000 accueillies quotidiennement cet hiver) et livré quelques 100 millions de repas.

Sans papiers : les aidants sont des délinquants

La loi de finance rectificative votée à la mi mars comportait une surprise de taille : la volonté d'arrêter 5500 "aidants de sans-papiers". Il faut y ajouter les attaques, perquisitions, interpellations qui se sont multipliées, ces derniers temps, contre Emmaüs, certains centres des restos du cœur... Les associations ont appelé à une journée nationale d'actions et de protestations le 8 avril. A Nantes, où cette pression policière est permanente (le Logis Saint Jean, accueil de jour de sans abris (donc de sans-papiers) a été encore récemment investi par des policiers), une manifestation a été organisée de 11h30 à 14h00 devant le palais de justice.

Terminal méthanier, coup double pour les salariés en lutte



Apprenant que leurs patrons se servaient allègrement dans les caisses en se versant 10,5 milliards de stocks options, les salariés de Montoir se sont mis en grève le 25 mars. « Ramenées à nos salaires, remarque Philippe LEPAGE, le responsable CGT du site, ces sommes représentent des centaines d'années de travail ! » Alors que les 6,5 milliards d'euros de bénéfices du groupe GDF SUEZ pour 2008 ont essentiellement été réalisés par le travail des salariés et par le racket opéré sur la facture des usagers, comment, en effet, ne pas percevoir ces bonus comme des provocations quand il n'est proposé aux salariés que 0,3 % d'augmentation pour 2009 (environ 3 €/mois) ? La mobilisation et la médiatisation du conflit ont d'abord permis que les patrons de GDF et de Suez annoncent publiquement, le 26 mars, qu'ils renonçaient à leurs indécents privilèges. Le jour suivant, après plusieurs heures de négociations, les travailleurs obtenaient une prime de 1300 euros bruts et une augmentation de salaires de 4,6%.

Il y a 67 ans... Pierre Sémard



Le syndicat CGT des cheminots de Nantes a commémoré, vendredi 6 mars, la mémoire de Pierre SEMARD, livré par les autorités françaises en 1942 avant de tomber, le 7 mars de cette même année, sous les balles des nazis. La cérémonie s'est déroulée sur le quai de la gare de Nantes où se situe le monument aux morts des cheminots, en présence de Michel RICA, secrétaire départemental du PCF, Aymeric SEASSAU secrétaire de la section de Nantes du PCF, Pedro MAÏA, responsable à la vie du parti, Gilles BONTEMPS vice-président du Conseil Régional. Loïc GARREC, secrétaire général de la CGT de Nantes a rappelé le parcours du militant syndicaliste et du résistant dont la lettre écrite avant son exécution se terminait par ces mots d'espoir : « Je sais que les nazis qui vont me fusiller sont déjà vaincus et que la France saura poursuivre le bon combat. » A la suite de Pierre SEMARD, 1647 cheminots allaient payer leur résistance de leur vie.

Port : président démissionné, directeur débarqué



Après les préfets virés, le gouvernement invente la démission forcée des présidents et des directeurs de port. « Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une sanction. L'accord intervenu entre la CGT, le directeur et les entreprises manutentionnaires bénéficiaires de la privatisation reprend bon nombre de nos propositions. Respectant la loi, il maintient dans le giron public certaines activités et évite la dispersion des agents dans différentes entreprises. Le gouvernement a peur que Nantes-Saint-Nazaire fasse tache d'huile auprès des autres

ports », soutient Yves TUAL, secrétaire de la CGT Ports et Docks. L'analyse du responsable syndical nantais est renforcée par les déclarations du président démissionnaire, Pierre GUENANT qui estime dans Ouest France que le désaveu du ministre des Transports Dominique BUSEREAU est d'autant plus insupportable que l'accord conclu respecte l'esprit de la loi sur la réforme portuaire. Jacques AUXIETTE, Patrick MARECHAL, Jean-Marc AYRAULT et Joël BATTEUX, respectivement présidents du conseil régional des Pays de la Loire, du conseil général de Loire-Atlantique, de Nantes Métropole et de la communauté d'agglomération de Saint-Nazaire, ont annoncé « leur retrait » du grand port maritime Nantes-Saint-Nazaire, afin de « marquer leur ferme réprobation des pressions exercées » par le gouvernement.

La CGT conforte sa première place à la SNCF

Des résultats, souligne la centrale syndicale, qui doivent être appréciés au regard des bouleversements intervenus depuis les élections de mars 2006 comme les réorganisations/fusions d'établissements, les modifications importantes du corps social (22000 départs, 15000 jeunes votant pour la 1ère fois), le contexte socio-économique et politique ainsi que les mariages et alliances entre certains syndicats... « En participant à 73,4% à la consultation, les cheminots ont, de nouveau démontré leur attachement au fait syndical, malgré, souligne la CGT, « les multiples difficultés dans l'organisation pratique de ces votes ». Avec 41,74% tous collèges confondus aux élections des délégués du personnel et 39,30% à celle des comités d'établissements, la centrale syndicale confirme, de loin sa place de 1ère organisation à la SNCF. L'UNSA, devenue 2ème organisation au détriment de SUD se trouve à 21,24 points derrière. A noter également que l'UNSA et la CFDT n'obtiennent pas les 30% exigés par la loi « et tant espérés par la direction » pour la signature d'accords. La direction SNCF et le gouvernement devront en tenir compte, souligne le syndicat. « Ils doivent revoir leurs stratégies et s'engager vers d'autres choix que les suppressions massives d'emplois, la remise en cause des acquis sociaux, la casse de l'activité fret, la déréglementation du travail et le démantèlement du service public ».

Les Goss ne renoncent pas !

Chez Goss Systèmes Graphiques, l'outil industriel est là. Le savoir-faire aussi. Même si le groupe a confirmé le transfert des activités de montage vers le site de Montataire dans l'Oise. Chaque année, plus de 300 éléments de rotatives sont livrés à des groupes de presse à travers le monde. Même si, en cette fin d'année 2008, certaines commandes ont

été reportées, l'entreprise affiche toujours des rentabilités fortes. En 5 ans, 50 millions d'euros de dividendes ont été distribués aux actionnaires. Mais voilà, Goss dépend d'un groupe américain détenu à 100% par le fond de pension Matlin Patterson qui en a décidé autrement. D'abord, il remercie, du jour au lendemain, Eric NORMAND, le directeur de l'usine de Nantes, sans motif affiché. Puis, il annonce le démantèlement du site nantais et un plan social pour la fin mars. C'est ce que redoutaient les

salariés en grève dès le limogeage de leur patron : « On commence par la tête avant d'attaquer le reste de l'usine ». Le fonds d'investissement américain n'en démord pas, seuls comptent ses retours sur investissement. Les 300 salariés refusent de voir sacrifier leur

outil de travail au nom d'une recherche de rentabilité. Ils comptent beaucoup sur le projet de rachat du site de Nantes par le patron limogé, démentant ainsi que le site ne soit pas viable. Ce projet bénéficie de l'appui des pouvoirs publics.



Evènements, culture, idées.

Réflexions sur le XXI^e siècle : «L'Empire, la démocratie, le terrorisme» de Eric Hobsbawm

Après une trop longue période de quasi censure en France, c'est toujours un plaisir de découvrir une nouvelle publication en français de **Eric Hobsbawm** (voir NLA n° 861), historien britannique marxiste de renommée mondiale.

Pour lui, le rôle propre des historiens est « de rappeler ce que les autres ont oublié ou souhaitent oublier, leur principale fonction consistant à prendre le plus de recul possible avec l'histoire immédiate pour la replacer dans un contexte plus large et une perspective plus longue ». Exactement ce dont nous avons tant besoin aujourd'hui.

Les articles rassemblés dans cet ouvrage, composé d'articles et de conférences donnés de 2001 à 2006, traduisent sa tentative d'observer, analyser et comprendre la situation du monde au début du troisième millénaire, et certains des problèmes politiques majeurs auxquels il est confronté. Parmi lesquels : la guerre, la paix et l'hégémonie ; la fin des empires ; la place des Nations et du nationalisme ; les perspectives de la démocratie ; le terrorisme et l'ordre public dans une époque de violence. Sans épuiser toutes les problématiques de la mondialisation, il en souligne cependant trois caractéristiques principales.

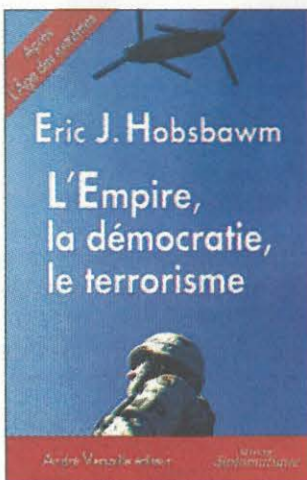
D'abord que le fameux

libre marché mondial a entraîné une augmentation dramatique des inégalités économiques et sociales tant au plan national qu'international. « Cette montée des inégalités est à la base des principales tensions sociales et politiques de ce nouveau siècle ». La tentative de confier la société humaine à un prétendu marché auto-régulé, auto-contrôlé, était proprement irréaliste. Sans surprise, ce « fondamentalisme du marché », proche de la théologie, a échoué. Son inadéquation est reconnue par les analystes critiques, qui redécouvrent aujourd'hui toute la pertinence de Marx.

Ensuite, comme la mondialisation « frappe davantage ceux qui en profitent le moins, elles suscite des opinions de plus en plus polarisées entre ceux qui sont potentiellement à l'abri de ses effets négatifs et tous les autres ». Le libre marché a miné la capacité des Etats et des systèmes de protection sociale à préserver leur mode de vie. Les travailleurs subissent la pression, à l'échelle mondiale, de ce que **Marx** appelle l'armée « industrielle de réserve ».

Enfin, « bien que l'ampleur de la mondialisation demeure somme toute modeste, ses retombées politiques et culturelles sont disproportionnées ». Par exemple, « l'immigration est devenu un problème

majeur dans la plupart des pays occidentaux développés, même si la part d'êtres humains vivant hors de leur pays natal n'excède pas 3% ».



Avec deux chapitres sur la démocratie, qui sont, dit-il avec ironie, « une tentative de montrer que l'une des vaches sacrées de la vulgate politique occidentale produit moins de lait que prévu », comme sa « modeste contribution pour réintroduire la raison et le bon sens dans le débat ». Pour lui, « le discours contemporain sur la démocratie contient plus d'ineptie et d'absurdités que celui qui porte sur n'importe quel autre concept politique », notamment à propos des « vertus miraculeuses attribuées aux gouvernements élus par une majorité arithmétique d'électeurs choisissant entre deux partis rivaux ». Dans la rhétorique américaine récente, le terme de « démocratie » a même

perdu tout lien avec la réalité, même après l'élection récente de B.Obama, intervenue entre-temps.

L'idée d'une réorganisation du monde, d'un nouvel ordre mondial, découlant des interventions militaires pour « exporter la démocratie », n'est pas seulement chimérique, elle est dangereuse. « La rhétorique qui entoure cette croisade suppose que le système démocratique peut s'appliquer sous une forme standardisée (occidentale), qu'il peut s'implanter partout avec succès, constituer une réponse aux problèmes internationaux et apporter la paix plutôt que le désordre. Ce n'est pas vrai », comme le démontrent les guerres en Irak et en Afghanistan.

Et même dans les pays « incontestablement démocratiques », tels les Etats-Unis et la Grande Bretagne, « la démocratie électorale ne suffit pas à elle seule pour garantir la liberté de la presse, les droits des citoyens et l'indépendance du pouvoir judiciaire ».

Des réflexions non-conformistes salutaires dans un monde baignant plus que jamais dans « les eaux glacées du calcul égoïste », comme le disait déjà **Marx** en son temps.

E.Hobsbawm, « L'Empire, la démocratie, le terrorisme », Ed. André Versaille/Monde diplo, 2009, 180 p.,

LIRE

Sarkozy Cassure ou rebond ?

Près de bientôt deux ans après sa prise de fonction, le Président a tissé avec les Français des liens qui s'avèrent ambivalents, genre « je t'aime moi non plus ».

Ce livre tente de comprendre, en reprenant, épisode après épisode, depuis sa victoire aux élections de 2007, le fil « des événements

majeurs et des crises successives, le mode de gouvernance d'un Président qui ne joue définitivement plus avec les mêmes règles que ses prédécesseurs et qui, en dépit du déclin qui s'annonce, semble pouvoir rebondir à tout instant dans l'opinion ». En dépit de son titre, « **Sarkozy, la cassure sociale** », il s'agit cependant moins d'un ouvrage sur les retombées sociales de la crise économique, que d'une interrogation sur la fracture inaugurée par le « starkozysme » dans la pratique politico-médiatique du pouvoir présidentiel.

Ce passage en revue n'est pas sans intérêt, tant un événement chasse l'autre, qui tombe rapidement dans l'oubli. Certes le style journalistique est-il caustique et apparemment sans concession, faisant mouche sur bien des aspects. Mais il provoque cependant un malaise : on ne peut soi-disant dénoncer la pipolisation de la fonction présidentielle, tout en faisant preuve soi-même d'une sorte de fascination complaisante à son égard. Surtout s'il s'agit de déboucher finalement sur des spéculations à propos de ses capacités de rebond en phase de crise financière. Un pari pour accréditer le scénario qui voudrait que, dépassant les errements de la phase initiale par trop bling-bling de son mandat – passant ainsi au compte des profits et pertes – il retrouverait néanmoins, avec la crise financière, une base de reconquête ; pour déboucher, en 2012, sur l'hypothèse d'un nouvel affrontement Sarko-Ségo.

Une approche réductrice qui fait abstraction, malgré son titre – « la cassure sociale » - de la gravité de la situation sociale et l'impasse sur des perspectives de construction de politiques alternatives.

Jean-Laurent Poli, **Sarkozy, la cassure sociale**, Ed.City, 2009, 221 p., 15,90 €



VOIR...



A nous l'espace

De Gagarine à Armstrong, tous les héros de la conquête spatiale ont rendu hommage à Jules Verne pour avoir si bien imaginé, un siècle auparavant, les réalités futures.

Les principaux jalons de cette quête scientifique sont évoqués à travers un parcours thématique au Musée de la butte Sainte-Anne. Enseignant en technologie, A-C Martin a rassemblé une collection de 400 jouets sur le thème de l'Espace de 1960 à 1990, dans tous les pays.

S'y ajoutent des jeux, des livres, revues, affiches, timbres, pins et badges. Une approche ludique et pédagogique, bien dans l'esprit de Jules Verne qui souhaitait instruire en divertissant.

Musée Jules Verne de Nantes
Du 4 février au 20 septembre 2009

MÉDIAS

Loi "Hadopi"

Le projet de loi « création et Internet » est revenu fin mars en discussion à l'Assemblée nationale.

Pour répondre à un phénomène massif, 440 000 téléchargements quotidiens au cours du premier semestre 2008, une "Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et les protections des droits sur Internet" (Hadopi) sera chargée, après demande des ayants droit, de "prévenir" par mail, puis par lettre recommandée des éventuelles sanctions en cas de récidives de téléchargement. La sanction ultime étant une suspension de l'abonnement Internet, pour une durée de trois mois à un an.

Ce dispositif dit "de réponse graduée" parie, selon la ministre de la Cul-

ture, C.Albanel, sur la pédagogie, "le sens des responsabilités des internautes", qui devraient dans 70 % à 80 % des cas stopper leur pratique de téléchargement illégal. Une hypocrisie totale pour Jérôme Relinger, de la commission "révolutions numériques et société de la connaissance" au PCF. "Ce système n'est pas fait pour défendre les auteurs mais plutôt pour protéger les intérêts des lobbies de l'industrie du loisir."

Des inquiétudes sont également à avoir du côté de la défense des libertés individuelles. UFC-Que choisir, s'inquiète du peu de recours possible d'un internaute mis en cause par l'Hadopi, rappelant qu'une adresse IP peut être usurpée. Et quid du contenu de nos ordinateurs, notamment de nos e-mails ? La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rendu en avril 2008, un

avis très critique sur le projet de loi. Des amendements visant à mieux garantir la confidentialité des données, notamment en préservant l'identité de la personne contrôlée, ont bien été adoptés depuis. Au-delà de ces inquiétudes, c'est bien de toute



une philosophie qui est contestée par des associations d'internautes, et par la CNIL déplorant que le texte "ne soit pas accompagné d'une étude qui démontre clairement que les échanges de fichiers via les réseaux "P2P" sont le facteur déterminant des baisses des ventes".

Quant à la mise en œuvre de la loi, elle pourrait coû-

ter 70 millions d'euros aux fournisseurs d'accès. Sur la base de 10.000 adresses IP traitées chaque jour, dont 500 devraient correspondre à un abonné dont le nom apparaît pour la troisième fois et qui fera l'objet d'une mesure de suspension", l'Hadopi pourrait ainsi priver chaque année 180.000 internautes de leur connexion, soit 1 % des 17,2 millions d'abonnés au haut débit en France.

Certes Internet a-t-il introduit une faille dans un système commercial. Il fragilise des industries culturelles, mais il est une formidable occasion de remettre en cause un système qui rapporte peu aux artistes, mais n'est pas favorable non plus à la création artistique. Reste à trouver des propositions alternatives et à inventer de nouvelles règles, certainement pas sur la base de la pénalisation de l'internaute.

près de vous

Loire-Atlantique

Port : Les élus communistes dénoncent l'ingérence de l'Etat

Après que le ministre des transports Dominique BUSSEAU ait démissionné, le directeur du Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire, Mr MARENDET et les élus communistes ont fait part de leur profond mécontentement. Dans son communiqué, L'A.D.E.C.R. estime que cette «**ingérence inacceptable de l'Etat dans les affaires du port s'apparente à une mise en cause du droit de négociation ainsi qu'à l'irrespect des engagements des partenaires sociaux et professionnels**».

De son côté, le conseiller général Roger DAVID estime que de cette manière le gouvernement «**fixe les limites de l'autonomie**».

De par leurs démarches, **les élus communistes ont assuré l'ensemble des partenaires sociaux et salariés du port, de leur soutien afin que les accords signés soient respectés.**

Vertou

Camping Municipal : Pour une alternative de Gauche à Vertou contre la fermeture

Alors que la majorité municipale vertavienne est décidée à fermer le camping municipal pour en faire une aire d'accueil pour les centres de loisirs, Michel GOUTY s'oppose fermement à ce verdict. Pétition, conférence de presse, l'élue communiste est bien décidée à sauver le camping municipal qui «**n'est pas en perte de vitesse, mais qui souffre d'une véritable ambition municipale pour le valoriser et le développer**». Ce manque de volonté politique du Maire UMP à développer le camping était déjà dénoncé dans une étude de 2001, mais comme le rappelle Michel GOUTY **seul l'aspect comptable guide les choix de la municipalité**, ce qui est fort dommageable pour les services publics locaux et, en l'occurrence, pour le tourisme social sur la commune de Vertou.

Missillac

Mobilisation contre la suppression de la T.P.

Après avoir mobilisé une cinquantaine de personnes et récolté plus de 150 signatures contre la suppression de la T.P., Les élus de la liste Missillac solidaire écologique et citoyenne, ont déposé une motion contre la suppression injuste de cette taxe. Finalement refusée par la majorité, dans cette motion, les élus affirment qu'«**Au prétexte de lutter contre les délocalisations, le choix idéologique libéral du chef de l'Etat vise en fait à exonérer l'entreprise de toute responsabilité dans le développement des territoires**». Et, ils en appellent plus largement à une réforme «**globale de la fiscalité pour la rendre plus juste et plus efficace**».

L'invité

■ Forum mondial de l'eau

Raymond LANNUZEL, Vice-président de Nantes Métropole délégué à l'eau était présent au 5ème Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé à Istanbul du 16 au 22 mars dernier. NLA l'a rencontré à son retour.

NLA – Quels sont les enjeux de ce forum que ce soit pour les collectivités locales et plus largement pour les populations ?

Raymond LANNUZEL – Le forum mondial de l'eau est un lieu de rencontre et de débat entre Etats, collectivités locales, ONG et entreprises industrielles du secteur. **L'un des grands enjeux de ce forum est de faire progresser l'idée d'un droit à l'eau pour tous.** Pour autant, tous les participants n'œuvrent pas dans cette voie, évidemment les industriels ainsi que certains Etats ont une vision marchande de ce bien commun qu'est l'eau.

NLA – Tu as conclu la session des collectivités locales, quelle est la place des villes ou des agglomérations comme Nantes Métropole dans la gestion de la ressource en eau et quels messages as-tu fait passer lors de cette session ?

RL – Dans la plupart des cas ce sont les villes qui sont les principales concernées par les problèmes de l'eau. **Plus de 80% de la population mondiale vit dans les villes, il est donc indispensable qu'elles soient des acteurs majeurs de l'accès à l'eau.** Dans beaucoup de pays – comme en France – ce sont les municipalités qui ont la charge de la gestion de l'eau, or elles manquent de moyens. Les villes ont un double problème : d'une part, faire reconnaître leur légitimité à gérer directement l'eau et d'autre part l'obtention de moyens financiers pour assurer cette gestion. **C'est le sens des messages que j'ai tenu à faire passer et ce sont des conditions primordiales si l'on veut que le droit à l'eau pour tous soit une réalité.**

NLA – En matière de coopération quels sont les projets soutenus par Nantes et l'agglomération nantaise ?

RL – Nantes est une ville qui a une longue tradition de solidarité, elle coopère depuis une vingtaine d'années avec Kindia en Guinée, puis une coopération technique s'est engagée entre Nantes Métropole et Kindia. En lien avec le conseil général nous les aidons notamment à développer une gouvernance locale de l'eau.

NLA – Quel regard portes-tu sur la déclaration finale du forum qui ne reconnaît pas l'accès à l'eau comme un droit mais comme un besoin ?

RL – **C'est très en deçà des objectifs initiaux.** Ce sont le Brésil et les Etats-Unis qui ont fait pressions pour que cette notion de droit à l'eau pour tous soit retirée, et ce in extremis, alors qu'il y avait un consensus sur cette question.



Raymond LANNUZEL
Vice-président de Nantes Métropole délégué à l'eau

L'activité

■ Région

Débat sur la crise

Philippe DENIS, président du groupe communiste à la région est intervenu lors du débat sur la crise, véritable fruit du capitalisme. Pour lui, nul besoin de moraliser le système comme le clame une partie de la droite, au contraire il lui paraît plus urgent «**de travailler à la construction d'une vraie alternative permettant de sortir du système capitaliste**». Il a tenu à rappeler le rôle et la responsabilité primordiale des élus dans cette tâche, car la population française est touchée de plein fouet. Licenciements, délocalisations, baisse du pouvoir d'achat : il faut «**satisfaire les besoins de la population, ceci n'est pas affaiblir, mais au contraire muscler l'économie frappée par la récession**». Il fera aussi un certain nombre de propositions à ses collègues, comme la constitution d'un grand pôle financier public national, la mise sous tutelle par le parlement européen de la B.C.E., le S.M.I.C à 1500 €, l'urgence de mettre l'emploi sous protection par un moratoire sur les licenciements...

Il a aussi profité de ce débat pour faire état de la situation dans laquelle se trouvent nombre d'entreprises sous traitantes de la filière automobile et de l'urgence d'aider les salariés qui vont se retrouver sur le carreau.

■ Saint-Herblain

Les élus communistes à l'œuvre contre le service minimum

Les élus du groupe communiste de Saint-Herblain ont proposé à l'ensemble de la majorité municipale une lettre qui pourrait être adressée à la population et en particulier à chaque parent d'élève. Ils s'attachent dans cette missive à montrer le paradoxe du service minimum d'accueil imposé par la loi. En effet, **la législation d'habitude très draconienne en matière d'encadrement des enfants est beaucoup plus souple en ce qui concerne le service d'accueil en cas de grève.** Comme ils le font remarquer, aucune qualification minimale n'est requise, l'encadrement peut être assuré aussi bien par des agents municipaux, des étudiants ou des parents d'élèves. Dans ces conditions **le service minimum pose des questions de sécurité** : Quid de la formation des encadrants d'un jour et de leurs aptitudes à faire face aux problèmes spécifiques liés à l'enfance.

La lettre proposée invite toutefois les parents d'élèves formés à se signaler en leur faisant – à juste titre – remarquer que leur responsabilité pénale serait engagée en cas d'accident ! De quoi donner à réfléchir sur **ce projet incohérent qui en plus de remettre en cause le droit de grève, porte atteinte autant à la sécurité des élèves qu'à la sécurité juridique des encadrants !**

■ CARENE

Une ligne de Transport Urbain Rapide

A l'occasion du vote sur le budget des transports et des déplacements Alain CHAZAL s'est félicité de la volonté de la CARENE de mettre en place un maillage plus dense et plus étendu structuré autour d'une ligne de Transport Urbain Rapide. L'objectif de l'intercommunalité est de doubler la fréquentation des transports en commun sur le mandat. **Une ambition qui devrait augmenter la fréquentation au-delà d'une population captive qui ne peut faire autrement que de prendre les transports en commun** remarque l'élue. Cet objectif est d'autant plus courageux dans un contexte où l'Etat se désengage du financement des politiques de déplacement.

La ligne de Transport Urbain Rapide, en site propre, circulerait dans un premier temps entre Océanis et la gare de St-Nazaire. **Dès à présent, le groupe communiste souhaite que le prolongement de cette ligne soit étudié jusqu'à Trignac pour ensuite réaliser une plateforme multimodale à Montoir et se donner la possibilité de poursuivre, dans l'avenir, vers Donges.**

Autre point sur lequel Alain CHAZAL a souhaité intervenir : La tarification. Il souhaite que la CARENE puisse réfléchir à une tarification innovante qui permette à tous les citoyens d'utiliser les transports en commun plus aisément. Il rappelle à ce titre les expériences de transport en commun gratuit ou à coût très modéré de certaines agglomérations.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



REZE SUD LOIRE

Judi 9 avril : réunion du comité local à 18H30 au siège de la section.

SAINT-NAZAIRE

Judi 16 avril : Réunion du comité local à 18H00 au siège de la section.

3 RIVIERES

Vendredi 17 avril : Assemblée générale des communistes à 20H30, salle du cour mortier à Blain.

Fédération

Mardi 21 avril : Réunion des Secrétaires de sections à 18H00 à la fédération.

Fête des Nouvelles

Vendredi 24 avril : Rendez-vous de la vignette et soirée festive à Saint-Nazaire.

■ Palestine Dénoncer un véritable « Oradour sur Gaza »

Les sections du Parti communiste français de Brière, de la Presqu'île guérandaise et de Saint-Nazaire ont organisé une conférence-débat sur la Palestine. 60 personnes ont participé à cette initiative qui avait pour but d'expliquer la situation de Gaza, suite à l'agression israélienne de l'année dernière.



Marc EVERBECQ, Maire de Bagnolet, en Seine Saint Denis, faisait partie de la délégation d'élus conduite par Francis WURTZ, député européen, qui s'est rendu à Gaza, quelques jours après la guerre. Invité à Saint Nazaire par les communistes, il témoignait, vendredi 27 mars, encore ému, de ce qu'il avait pu voir sur le terrain. « Gaza, c'est une bande de 60 kms de long, 25 kms de large. On la traverse en une

demi-heure en voiture. 85% du million et demi des palestiniens qui résident dans cette prison à ciel ouvert, vivent en dessous du seuil de pauvreté. Moins de 70 centimes d'euros par jour ! » L'écu est revenu sur les familles prises au piège durant trois semaines de bombardements intenses sur un territoire dont la densité d'habitants au kilomètre carré est la plus élevée du monde (« il y des endroits qui ont été tant bombardés qu'on se serait cru sur la lune. »), les exécutions sommaires d'enfants ou de vieillards, (« certains élus, autour de moi, horrifiés, pleuraient, parlaient d'Oradour sur Gaza »), les survivants hébétés près des ruines de leur maison, n'ayant plus rien pour survivre (« quand, il y a un robinet, l'eau coule deux heures par semaine et c'est la course pour remplir tout ce qui peut servir de récipient »)... « Ce qui s'est passé, personne au monde ne peut l'accepter », a affirmé Marc EVERBECQ, qui demande combien de temps encore on va laisser l'état hébreux, « cet enfant gâté des Etats-Unis et de l'ONU », bafouer impunément les lois internationales.

■ Les VETERANS du PCF mobilisés

Pour celui qui se poserait la question, qu'est ce qu'un vétéran ? La réponse est simple. C'est un militant communiste qui comptabilise au minimum 35 années d'adhésion sans discontinuité. Ce n'est pas, au sens strict du mot, un titre honorifique ; c'est une reconnaissance pour ces nombreuses années de fidélité et de militantisme. Les vétérans de notre fédération sont plus que jamais mobilisés, face à la violence de la politique menée par la droite et le patronat. Ils veulent en finir avec la dictature des marchés financiers et construire une société où l'humain trouve son plein épanouissement, dans la solidarité et la paix. Leur participation à l'assemblée départementale sera aussi l'occasion d'affirmer leur engagement au rassemblement de toutes les forces progressistes en vue de dépasser le capitalisme et de construire une société où seront bannies les aliénations et les dominations. La campagne électorale pour

**Assemblée départementale
des vétérans du PCF
Mardi 28 avril 2009 à 10 h 30
Salle Agnès Varda (derrière l'église)
Aux Sorinières**

Un repas sur inscription est prévu

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction :
Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nlapublicite@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

■ Nécrologie

Nous avons appris le décès de Léone HERVOICHE militante communiste de la section de Brière dont elle fut la trésorière jusqu'à sa mort et syndicaliste de la CGT lorsqu'elle était en activité. Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.



les élections européennes est lancée. La victoire pour le non à la constitution, doit beaucoup à la contribution des communistes et du journal l'Humanité. Aujourd'hui, d'importantes revendications se posent dans ce contexte. Le combat pour imposer une Europe démocratique et sociale s'impose, il peut et doit s'amplifier. Les vétérans, forts de leurs expériences, ont bien l'intention de s'y investir pleinement.



Par Benjamin Filliatre,
Coordinateur départemental du MJCF

Notre cher ministre de l'éducation nationale a entendu la voix des lycéens descendus massivement dans la

rue de novembre à janvier et il a donc décidé de les consulter afin de nous pondre une réforme « démocratiquement réfléchie »... N'oublions pas que sa première réforme avait elle aussi fait l'objet d'une consultation « démocratique » des lycéens. En effet, 600 d'entre eux avaient été

invités en novembre dernier afin qu'on leur explique à quel point cette réforme était parfaite et utile. Non seulement l'avis des lycéens n'avait pas été entendu mais le ministre, qui n'est apparu que quinze minutes, a montré un dédain incroyable envers les lycéens en mettant en œuvre cette mascarade.



Aujourd'hui, une deuxième consultation est en route, et elle montre déjà ses limites: les lycéens n'ont eut que deux mois pour rendre les comptes-rendus de

«les jeunes veulent une vraie éducation, celle de la chance pour tous et celle qui nous permet de construire un avenir, pas une éducation bâclée et soumise à la loi du marché».

leur réflexion, lorsque le médiateur chargé de la consultation se déplace, les lycéens sont prévenus au dernier moment, lors de ses rencontres ce sont des points de vues et non des propositions

concrètes qui sont exposés, autant dire qu'il est facile d'arranger les choses à leur sauce. Devant tant de dédain, il faut se tenir prêt à battre le pavé encore une fois, les

jeunes veulent une vraie éducation, celle de la chance pour tous et celle qui nous permet de construire un avenir, pas une éducation bâclée et soumise à la loi du marché. Nous voulons un lycée

émancipateur où chacun puisse exprimer et forger son opinion, un lycée qui nous forme dans la voie que l'on a choisie en fonction de nos aspirations et non pas une voie que l'on nous impose par défaut. Nous ne voulons pas de classes surpeuplées, plus un professeur pourra passer de temps par élève, meilleure sera la formation. La qualité de l'éducation fait la qualité du pays, nous ne voulons pas d'une éducation au rabais comme celle que nous promet la droite. Le niveau social de la France dépend du niveau de formation de sa population. Battons nous pour un lycée de la réussite de tous !